

**Arrêté n°584-DDPP-22 portant mise en demeure  
au titre de la réglementation des installations classées  
pour la protection de l'environnement**

**La préfète de la Loire**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** l'article L.171-8 du titre 1 IV – chapitre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ;  
**VU** le décret du 29 juillet 2020 nommant madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;  
**VU** l'arrêté préfectoral n° 22-127 du 12 juillet 2022 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;  
**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 septembre 2016 autorisant l'exploitation d'une carrière de roche dure sur le territoire de la commune de Saint-Georges-Hauteville, lieux-dits « Montclaret » et « Le Suc » et notamment son article 21 ;  
**VU** l'inspection du 8 novembre 2022 et le rapport de l'Inspection des Installations classées en date du 22 novembre 2022 qui établit notamment que deux fronts d'abattage présentent des hauteurs supérieures à 15 mètres ;  
**VU** l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis ;

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté la présence de fronts d'abattage dont la hauteur dépasse la hauteur maximale autorisée de 15 mètres ;

**CONSIDÉRANT** que cette situation est susceptible de remettre en cause la sécurité du site et les conditions d'exploitation ;

**CONSIDÉRANT** que la pratique de foration sur des hauteurs supérieures à 15 mètres peut engendrer des désordres lors des tirs de mine de type projections verticales ou horizontales non maîtrisées ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 21 susvisé,

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**- La société THOMAS GRANULATS est mise en demeure, pour son exploitation située à Saint-Georges-Hauteville, lieux-dits « Montclaret » et « Le suc », de respecter :

**Sous un délai de 12 mois :**

1°) les dispositions de l'article 21 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 septembre 2016 en rétablissant des fronts d'abattage d'une hauteur maximale de 15 mètres.

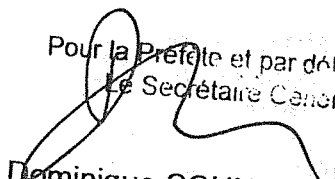
**ARTICLE 2.**- Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 II du Code de l'Environnement susvisé.

**ARTICLE 3.-** Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

**ARTICLE 4.-** Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).  
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

**ARTICLE 5.-** Le sous-préfet de Montbrison, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées, le Directeur départemental de la Protection des Populations et le Maire de Saint-Georges-Hauteville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques.

Saint-Étienne, le 27 DEC. 2022

Pour la Préfète et par délégation  
Le Secrétaire Général  
  
Dominique SCHUFFENECKER

copie adressée à :

- Société THOMAS GRANULATS SARL
- Lieux-dits « Monclaret » et « Le Suc »
- 42610 Saint-Georges-Hauteville
- Sous-préfecture de Montbrison
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- Mairie de Saint-georges-Hauteville
- Archives
- Chrono